

DANS L'ACTUALITÉ du 20 au 22 décembre 2017

Textes officiels

JORF n°0298 du 22 décembre 2017

Recommandations de l'Agence française anticorruption destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme

[Avis relatif aux recommandations de l'Agence française anticorruption destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme](#)

JORF n°0297 du 21 décembre 2017

Modifications des installations nucléaires de base

[Arrêté du 18 décembre 2017 portant homologation de la décision n° 2017-DC-0616 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base](#)

JORF n°0296 du 20 décembre 2017

Tarif d'utilisation du réseau public de transport d'électricité

[Décret n° 2017-1707 du 18 décembre 2017 modifiant l'article D. 341-9 du code de l'énergie](#)

Approbation du cahier des charges modifié de l'appel à projets « Projets d'excellence industrielle et projets de croissance et développement »

[Arrêté du 4 décembre 2017 relatif à l'approbation du cahier des charges modifié de l'appel à projets « Projets d'excellence industrielle et projets de croissance et développement »](#)

Approbation de la décision de SNCF Réseau de prendre une participation au capital d'une société holding immobilière

[Arrêté du 27 octobre 2017 portant approbation de la décision de SNCF Réseau de prendre une participation au capital d'une société holding immobilière dont l'objet principal est la prise de participations dans des sociétés visant à l'aménagement et la promotion de biens fonciers et immobiliers cédés par le groupe public ferroviaire](#)

Projets de lois

JO – dernière modification le 21 décembre 2017

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024

[Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024](#)

JO – dernière modification le 21 décembre 2017

Projet de loi de finances rectificative pour 2017

[Projet de loi de finances rectificative pour 2017](#)

JO – dernière modification le 21 décembre 2017

Projet de loi de finances pour 2018

[Projet de loi de finances pour 2018](#)

JO – dernière modification le 21 décembre 2017

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

[Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022](#)

JO – dernière modification le 20 décembre 2017

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

[Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement](#)

Jurisprudence

Pour assurer l'instruction contradictoire d'un recours en opposition, il appartient à la juridiction saisie, si elle estime ce recours recevable, de communiquer au requérant, dès lors qu'il en a fait la demande, les pièces de la procédure ayant donné lieu à la décision dont il est ainsi demandé la rétractation

[CE 18 décembre 2017 Société Serenis, req. n° 402011 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Certificat d'urbanisme : lorsque le plan en cours d'élaboration aurait justifié, à la date de délivrance du certificat d'urbanisme, que soit opposé un sursis à une demande de permis ou à une déclaration préalable, entre en vigueur dans le délai du certificat, les dispositions issues du nouveau plan sont applicables à la demande de permis de construire ou à la déclaration préalable

[CE 18 décembre 2017 M. A...B...et Mme C...D..., épouse B..., req. n° 380438 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Appréciation de l'obligation de comptabilité du PLU avec les orientations générales et objectifs fixés par un SCOT

[CE 18 décembre 2017 Associations Regroupement des organismes de sauvegarde de l'Oise et Le petit rapporteur mesnilois, req. n° 395216 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Réponses ministérielles

Incohérence entre le code de l'urbanisme et le code de l'environnement

[Question écrite de Didier Mandelli, n° 1236, JO du Sénat du 7 décembre 2017](#)

Vu par ailleurs

Aménagement

Le projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 approuvé

[Le projet de loi olympique adopté à l'Assemblée](#)

Source : Le Moniteur du 21/12/2017

Collectivités territoriales

Les principales évolutions du PLF 2018

[Le PLF 2018 et la loi de programmation ont été définitivement adoptés](#)

Source : la gazette des communes 20/12/2017

Environnement

Le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement a été adopté

[Fin des hydrocarbures : le projet de loi définitivement adopté par l'Assemblée](#)

Source : localtis du 20/12/2017

Urbanisme

Une future loi logement pour améliorer la construction, la mixité sociale et l'aménagement du territoire

[Les grandes orientations de la future loi logement](#)

Source : la gazette des communes 21/12/2017

Vu dans les revues

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 3 – *Le meilleur reste à venir* – par Philippe Proot

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, pp. 14 - 67 – *Dossier : Identifier et sanctionner les pratiques anticoncurrentielles*

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 14 – *L'applicabilité du droit de la concurrence dans le cadre des marchés publics et le principe de liberté de la concurrence* – par Nicolas Brice et Barbara Teissier du Cros

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 21 – *Les conventions d'occupation du domaine public confrontées au droit de la concurrence* – par Simon Daboussy et Auberi Gaudon

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 26 – *Les abus de position dominante dans les marchés publics* – par Elisa Jeanneau et Marie-Hélène Pachon-Lefèvre

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 31 – *Groupements et pratiques anticoncurrentielles* – par Magalie Dejoux et Laurent Sery

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 40 – *Prix abusivement bas et offre anormalement basse : des notions complémentaires* – par Emmanuelle Benoît et Alizée Scaillièrez

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 44 – *La détection des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés publics* – par Philippe Neveu

Contrats publics n° 182 décembre 2017, p. 54 – *Quelles sanctions en cas de pratiques anticoncurrentielles des soumissionnaires aux contrats de la commande publique ?* – par Michael Karpenschif et Ludovic Midol-Monnet

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 62 – *Les actions en dommages-intérêts* – par Sophie Grandvullemin

Contrats publics n° 182 - décembre 2017, p. 67 – *L'action du pouvoir adjudicateur en réparation de son préjudice né d'une entente anticoncurrentielle* – par Christophe Cabanes et Benoît Neveu

MoniteurJuris Contrats publics du 20 décembre 2017 – *Appréciation de la condition d'urgence dans le cadre d'une demande de suspension d'une mesure de résiliation* – CE 18 décembre 2017, req. n° 412066 – par Richard Deau

Presse

Le processus de métropolisation du Grand Paris

[Grand Paris : pour une métropole des liens](#)

Source : Les Echos du 21/12/2017